

RENAULT. 15.000 EMPLOIS SUPPRIMÉS DONT 4.600 EN FRANCE ?

NON. ON PEUT FAIRE AUTREMENT

Le 28 mai dernier, la direction de Renault a annoncé un vaste plan d'économies de 2 milliards d'euros « grâce » à un prêt garanti par l'Etat « Macron » de 5 milliards d'euros. A la clef, ce sont des fermetures ou des fusions de site. Renault-Flins est directement concernée.



Cette annonce a provoqué un émoi bien compréhensible chez les salariés concernés.

De premières ripostes d'envergure comme à la Fonderie de Bretagne (qui ne fermera pas grâce à la grève majoritaire) ou dans les sites de Douai et Maubeuge où salariés, population, commerçants,

élus locaux (voir photo) se mobilisent pour refuser la fusion des deux sites (distants de 70 kilomètres !).

Renault-Flins (2.600 emploi) est particulièrement concernée. Après le véhicule électrique « la Zoë », la direction prévoit la fin de toute production automobile dès 2024.

Une véritable catastrophe pour la région mantaise.

Bruno Millienne (député « République en Marche »), Pierre Bédier et Raphaël Cognet (« Les Républicains ») ont beau se montrer rassurants, c'est bien **UNE NOUVELLE SAIGNÉE D'EMPLOIS INDUSTRIELS** qui s'annonce après **DUNLOPILLO** (Mantes et Limay) et **CALCIA** (Gargenville).

C'est d'autant plus inadmissible que Renault a investi plusieurs centaines de millions d'euros dans « la Zoë », que la firme a réalisé **25 MILLIARDS DE PROFITS EN 10 ANS**, a bénéficié de **CENTAINES DE MILLIONS D'EUROS D'AIDES DE L'ÉTAT EN CICE** et maintenant d'un **PRÊT DE 5 MILLIARDS D'EUROS GARANTI PAR L'ÉTAT** pour engraisser les actionnaires ... et licencier des milliers de salariés.

UNE SUPPRESSION D'EMPLOI CHEZ RENAULT, C'EST QUATRE LICENCIEMENTS CHEZ LES INTÉRIMAIRES (ILS ÉTAIENT 10.000 CHEZ RENAULT, PLUSIEURS CENTAINES À FLINS), CHEZ LES SOUS-TRAITANTS (COMME ADIENT À ROSNY), DANS LES COMMERCES QUI ONT DÉJÀ DU MAL À VIVRE ET QUI VONT PERDRE MAINTENANT UNE PARTIE DE LEUR CLIENTÈLE.

ET QUE LES LICENCIEMENTS SOIENT SECS OU NON (DÉPARTS EN RETRAITE NON REMPLACÉS, DÉMISSIONS « VOLONTAIRES » ...), C'EST AUTANT D'EMPLOIS DE MOINS POUR LES JEUNES DE MANTES-LA-JOLIE ET D'AILLEURS !

Une autre politique est possible

Les milliards d'euros que l'Etat « Macron » donne en fermant les yeux sur ce que la firme va en faire peuvent être utilisés bien autrement:

♦ METTRE FIN À L'ABSURDITÉ ÉCONOMIQUE ET ÉCOLOGIQUE.

Renault au fil des ans n'est devenu au final qu'un « assembleur » de pièces produites ailleurs (Adient pour les sièges de Flins) et souvent dans des pays où « la main d'œuvre est moins chère » (Roumanie, Turquie, Pays asiatiques ...) avec une exploitation forcenée des salariés.

CETTE « STRATÉGIE », C'EST DES IMPORTATIONS DE PIÈCES OU DE VÉHICULES ENTIERS PAR VOIES ROUTIÈRE OU MARITIME, DES CONSTRUCTIONS D'AUTOROUTE, D'AVANTAGE DE POLLUTION ET ... TOUJOURS PLUS DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS.

AU CONTRAIRE, IL FAUT RELOCALISER LA PRODUCTION.

♦ METTRE FIN À LA BAISSÉ DES SALAIRES

A chaque fois qu'une pièce est produite à l'étranger (et réimportée), ce sont plusieurs centaines milliers d'emplois supprimés en France.

Ce sont aussi des salaires de misère pour les salariés de ces pays étrangers qui produisent alors des véhicules qu'ils ne pourront jamais acheter.

Ce sont aussi des véhicules qui auront de plus en plus mal à être vendus en France, frappée du coup par un chômage grandissant et des salaires insuffisants.

METTRE FIN À CE CERCLE VICIEUX, C'EST AUGMENTER LES SALAIRES ET TAXER LES PRODUITS IMPORTÉS.

Ce serait bon pour les salariés évidemment, pour la consommation intérieure (que Macron dit vouloir relancer tout en faisant le contraire). Cela augmenterait le total des cotisations pour financer la Sécurité sociale (et nos hôpitaux !) ou des retraites en revenant aux départs à 60 ans après 37,5 années de cotisations ...

L'URGENCE C'EST D'ABORD INTERDIRE TOUTE SUPPRESSION D'EMPLOIS CHEZ RENAULT.

Il est inadmissible que les fonds publics donnés par l'Etat le soient sans aucune contrepartie de l'entreprise et sans qu'elle n'ait de comptes à rendre.

Il faut aussi exiger du gouvernement qu'il refuse les directives européennes qui ne favorisent que la concurrence au seul profit des actionnaires.

Et il faut en Europe et ailleurs développer les coopérations internationales librement consenties.

Les communistes mettent en débat ces propositions.

Ils soutiennent et appellent naturellement à la mobilisation dans tous les sites et les communes concernées - chez Renault-Flins et à Mantes-la-Jolie.

Parti communiste français
Section de Mantes-la-Jolie

Adresse postale: PCF Mantes
-la-Jolie, boîte postale 71524,
78205 Mantes-la-Jolie.

Blog:
www.pcfmanteslajolie.fr

Nous vous proposons de nous rejoindre

Nom, prénom: Adresse

Ville Tél Mail

A envoyer à PCF Mantes-la-Jolie, boîte postale 71524 78205 Mantes-la-Jolie